

Deux bus sillonnent 32 pays européens entre le 24 avril et le 26 juin 2018 pour informer et engager les citoyen.ne.s à signer une pétition pour contraindre l'Europe à ouvrir le débat sur les revenus... **VERS LE HAUT !**

Chômage, pension, revenu d'intégration, handicap, salaire, ... tous les revenus doivent être augmentés au-dessus du seuil de pauvreté et au-delà ! La pauvreté affaiblit les personnes, les pays et l'Europe. **L'APPAUVRISSMENT EST UN SCANDALE EUROPÉEN QUE LA POPULATION N'ACCEPTERA JAMAIS !**

### • **UNE URGENCE EUROPÉENNE !**

En Europe, 121 millions de personnes vivent dans le trop peu de tout, et d'exclusion sociale. La pauvreté concerne près d'1 européen sur 4 !

Ce terrible constat devrait scandaliser l'ensemble des élus et des partis politiques des pays de l'union, pays qui comptent parmi les plus riches du monde !

Actuellement, 6 des 28 pays européens n'ont toujours pas fixé de salaire minimum<sup>1</sup>, la durée et le montant des allocations de chômage varient d'un état membre à un autre, les mini-jobs appauvrissants explosent<sup>2</sup>, l'espérance de vie même en Belgique<sup>3</sup> est totalement inégalitaire, etc.

L'injuste austérité appauvrit la majorité alors qu'une minorité d'autres continuent à s'enrichir !

*« Line, Danoise, vit et travaille à Chypre. Elle perd son emploi et demande des allocations de chômage aux autorités chypriotes. Elle apprend, à sa grande déception, qu'elle n'a droit à des allocations que pendant 156 jours. Au Danemark, elle aurait pu en bénéficier pendant quatre ans. Elle ne s'attendait pas à une différence aussi importante<sup>4</sup>. »*

En 2010, l'Europe annonçait un objectif déjà peu ambitieux, sortir 20% de la population de la pauvreté à l'horizon 2020 ! Force est de constater que c'est l'inverse qui se passe<sup>5</sup>. Si la population constitue la richesse des pays, si la rapide traversée de la vie est unique et donc essentielle pour chacun.e, personne ne devrait être dans la survie et l'inquiétude face aux besoins fondamentaux de l'existence. Des revenus et allocations sociales au-dessus du seuil de pauvreté, permettant l'accès sans angoisse aux/à - logement - énergies - l'eau - l'alimentation - la santé - la mobilité - l'enseignement - services à la petite-enfance - la justice - sont indispensables.

**Engagez-vous pour un revenu minimum dans tous les pays européens :**

<http://eminbus.eu/>

<sup>1</sup> Autriche, Chypre, Danemark, Finlande, Italie, Suède

<sup>2</sup> L'Allemagne affiche l'un des taux de travailleurs pauvres, ceux qui gagnent bien moins qu'un salaire médian, les plus élevés d'Europe, avec 22,5 % contre 8,8% en France. La moyenne européenne est de 17,4 %.

<sup>3</sup> Il est intéressant de comparer l'espérance de vie à la naissance dans les communes riches et dans les communes plus pauvres. A titre d'exemple, l'espérance de vie est de 82,3 ans à La Hulpe pour 78,9 ans à Seraing. <https://walstat.iweeps.be/walstat-accueil.php>

<sup>4</sup> [https://europa.eu/youreurope/citizens/work/unemployment-and-benefits/social-security/index\\_fr.htm](https://europa.eu/youreurope/citizens/work/unemployment-and-benefits/social-security/index_fr.htm)

<sup>5</sup> Working Paper qui présente, sur la base des informations disponibles jusqu'en juillet 2016, une projection, à politique inchangée jusqu'en 2030, de la population exposée à un risque de pauvreté ou d'exclusion sociale en Belgique, telle que définie dans le cadre de la stratégie Europe 2020. Cette population devrait avoisiner 2,232 millions de personnes en 2018, ce qui représente 418 000 personnes de plus que l'objectif de la stratégie Europe 2020. À l'horizon 2030, la part de cette population dans la population totale baisserait jusqu'à 16,1 %, mais dépasserait encore de 5,6 points de pourcentage l'objectif qui découlerait du Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations unies.

- **UNE URGENCE BELGE ET WALLONNE !**

Pour la Belgique, actuellement le seuil de pauvreté est fixé à 1115 euros par mois pour une personne isolée et 2341 euros par mois pour un couple avec deux enfants.

La précarisation et la pauvreté imposent de se priver, de renoncer sans cesse à des besoins mais aussi à des projets, des rêves. Pour les parents, c'est aussi la nécessité de se priver davantage pour que leurs enfants ne se vivent pas pauvres, pour leur donner le maximum de chances possible. L'appauvrissement et la pauvreté se fichent des statuts administratifs, de l'âge, elle concerne tout le monde : les chômeur.euse.s, les pensionné.e.s, les allocataires sociaux, les personnes porteuses de déficiences, les travailleur.euse.s. De plus en plus de personnes connaissent le flux tendu financier, sans réserve disponible, en permanence. L'appauvrissement et

la pauvreté mangent le temps, l'énergie et la créativité des personnes pour assouvir uniquement des besoins de base ! Une perte sèche pour la personne, pour la collectivité, pour le fonctionnement de la société. Un très mauvais calcul au service des inégalités croissantes, d'un enrichissement déséquilibré et déséquilibrant !

*« Quand on a un petit budget, il y a toujours des priorités de survie. Je fais attention à toutes les dépenses mais je n'ai jamais la possibilité de mettre de l'argent de côté. Dès qu'il y a une dépense supplémentaire, c'est très difficile, particulièrement en fin de mois. »<sup>6</sup>*

Pour plus d'un quart<sup>1</sup> des wallons, la précarisation, la pauvreté se vit au quotidien.

De nombreuses personnes vivent sous ce seuil, lui-même déjà largement insuffisant : les bénéficiaires d'allocations sociales (revenu d'intégration sociale, 896 € mensuel pour un isolé), de nombreux/ses chômeur.euse.s et personnes en stage d'insertion (1031 € mensuels comme montant minimum pour un.e chômeur.euse isolé.e), plus de 3,4% des travailleur.euse.s salarié.e.s et 15,2% des indépendant.e.s<sup>7</sup> (chiffres 2015), de nombreux pensionnés (une personne touchant la *Grapa-garantie de revenu aux personnes âgées* soit 1083 € mensuels pour un isolé.e), les jeunes en allocation d'insertion (varie pour un isolé de 340,08 à 892,58 €/mois). Et que dire des personnes qui ne bénéficient plus d'aucun revenu (notamment des jeunes, les personnes exclues du RI, les personnes qui échappent aux droits ou n'osent plus réclamer leurs droits)... Et que dire du statut cohabitant totalement injuste et appauvrissant !

**Avec des revenus si faibles, comment ... Se loger, accéder aux énergies et à l'eau ? Se soigner ? Offrir une scolarité à ses enfants ? S'alimenter ? Se déplacer ? Bénéficier des services de la petite enfance ?**

*« Avec un bas revenu, pour les pensionnés et les allocataires sociaux, on ne trouve rien [pour se loger]. Quand on paye 600 euros de loyer plus les charges, on n'a plus de quoi manger. Concrètement, on chasse les pauvres hors des villes.*

*« La maladie croisée aux petits moyens disponibles complique ma vie de famille. [...] La maladie est un cercle vicieux. Elle m'empêche de travailler à cause de la douleur et elle est aggravée par ma situation économique. »*

*« Pour les dépenses scolaires, c'est compliqué. Je dois parfois emprunter pour payer la sortie scolaire d'un enfant. Je dois aussi parfois demander un délai de paiement. C'est souvent mal vu et je ressens de l'humiliation de devoir encore et toujours demander. »*

<sup>6</sup> Témoignages des témoins du vécu/militants investis au sein du Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté

<sup>7</sup> Voir [http://www.luttepauvrete.be/chiffres\\_emploi.htm](http://www.luttepauvrete.be/chiffres_emploi.htm)

Pour les allocataires sociaux et bénéficiaires de la sécurité sociale, qu'ils vivent avec le Revenu d'Intégration Sociale ou du chômage, de la maladie/invalidité ou de la mutuelle, ce manque de revenu se double du regard accusateur et de conditions d'accès de plus en plus dures, injustes et indécentes aux droits. Cette option offre de beaux jours aux inégalités si nous n'agissons pas ensemble, nombreux.ses, tout de suite !

« On m'a demandé d'expliquer ce que je mets en place pour arrêter d'être dépendante de la société ? C'est un stress qu'on se prend dans la figure. Ça pollue la relation aux autres, on se sent coupable, on doit se justifier sans cesse de coûter quelque chose. »

Pour 40% des travailleurs, l'emploi ne permet pas de sortir de la pauvreté.

Il est de plus en plus compliqué pour les travailleurs de réussir à combiner vie de famille, vie professionnelle, avec des revenus qui ne suivent pas l'évolution du coût de la vie. En guise d'exemple, entre 2005 et 2016, les revenus ont augmenté de 10%. Durant cette même période, le coût des loyers a augmenté de 20%.

« Moi je travaille comme boucher depuis 5 ans. Il me faut au minimum 250 euros par mois pour aller travailler. Si je ne fais pas attention, je ne sais plus partir travailler. Si je ne sais plus travailler, j'ai plus mon salaire et du coup, c'est la déchéance totale très rapidement. Si je me contente de mon salaire, des économies je n'en fais pas. Je dirais même, je m'endette. »<sup>8</sup>

De plus, depuis 2016, le belge a perdu 0,8% de son pouvoir d'achat. Le salaire réel a diminué de 1,1% depuis 2010<sup>9</sup> !

**Alors, en campagne, ensemble ! Nous voulons une société organisée par, avec et pour les personnes et les familles qui la composent. Nous voulons que les richesses des personnes ne soient pas asséchées par des politiques de revenus qui mettent à genoux et maintiennent dans le trop peu et la dépendance. Lisez nos premières recommandations dans la perspective des élections à venir au verso.**

### **Contacts et renseignements :**

Réseau Wallon Lutte contre la Pauvreté - Rue Marie-Henriette 12 - 5000 Namur

081/31.21.17 - 0473/298574 - [bureau@rwpl.be](mailto:bureau@rwpl.be)

[www.rwlp.be](http://www.rwlp.be)

Pierre Doyen : [p.doyen@rwlp.be](mailto:p.doyen@rwlp.be)

Christine Mahy : [c.mahy@rwlp.be](mailto:c.mahy@rwlp.be)



<sup>8</sup> Interview de Patrick dans le film d'Yves Dorme, *Le Prix du Pain* : <http://www.luxfugitifilm.com/pages/films-recents/le-prix-du-pain.html>

<sup>9</sup> <http://www.fgtb.be/-/les-travailleurs-de-9-pays-toujours-moins-bien-lotis-qu-avant-la-crise->

- **UN REVENU DÉCENT, DIGNE, NON PAS MINIMAL MAIS OFFRANT DE LA PERSPECTIVE, DE LA LATITUDE, LA POIRE POUR LA SOIF !**

<p><b>Le RWLP demande aux partis politiques qui se profilent pour demander la confiance de la population à travers les urnes, qu'ils s'engagent à gérer les biens communs avec et au service de la collectivité, pour défendre et concrétiser leurs options une fois au pouvoir, à tous les niveaux de pouvoirs :</b></p>	
<p><b>Comme objectif global, d'augmenter tous les revenus ainsi qu'agir sur les prix, tarifs, spéculations et gratuité des droits de base que sont le logement/l'énergie/eau, la santé, l'alimentation, la mobilité, l'enseignement, les services à la petite-enfance, la justice.</b></p> <p>L'autonomie financière, et l'accès à -et l'usage de- ces droits, doivent être garantis aux ménages. Libérés de la pression appauvrissante du fait de vivre dans le trop peu de tout en permanence, et du stress destructeur qu'elle génère, les ménages pourraient alors faire usage de leur créativité pour ce que devrait être la traversée de la vie pour chacun.e : des aspirations, des rêves, des perspectives, du beau, du bon, des projets, la culture, du repos, la nature, etc. <b>La traversée de la vie est courte pour tout le monde. Elle est beaucoup plus courte, plus injuste et moins gratifiante pour les exploité.e.s et les appauvri.e.s ! Il faut que cela cesse, vite, très vite !</b></p>	
<input checked="" type="checkbox"/>	<p><b>Augmenter les revenus, tous les types de revenus et allocations encore sous le seuil de pauvreté, au minimum au-dessus, immédiatement !</b></p> <p>Il s'agit d'un investissement et non d'une dépense à comptabiliser en temps réel. Les bénéficiaires se feront rapidement sentir dans la vie des ménages et l'économie réelle, mais également à terme dans le budget de l'état par des non-dépenses certaines.</p>
<input checked="" type="checkbox"/>	<p><b>Garantir le droit à un emploi et revenu décents pour tout le monde</b> (durable, épanouissant, équilibré entre vie professionnelle et privée, tenant compte des situations familiales et individuelles particulières, garde d'enfants et déplacements), dans la dynamique de la réduction de temps travail avec un revenu correct pour vivre, et le soutien aux « petits » indépendants. <b>Un revenu brut de 2300 euros par mois pour une personne isolée pourrait être un premier pas dans le bon sens.</b></p>
<input checked="" type="checkbox"/>	<p>Lorsqu'il y a perte d'emploi, garantir des indemnités de chômage qui permettent de garder une vie familiale, sociale et d'inscription dans la société. <b>Le RWLP demande le maintien de 100% du revenu lors de la première année de chômage, et un accompagnement adapté aux possibilités de la personne</b>, pour ne pas chambouler l'organisation des ménages et faciliter la mobilité professionnelle et la réorganisation vers une autre chose.</p>
<input checked="" type="checkbox"/>	<p><b>Garantir à toutes et tous les pensionné.e.s, quel que soit le trajet de vie professionnelle, un montant minimum de 1500 € net/ mois.</b> Si certain.e.s doivent vivre avec des pensions très faibles voir avec la GRAPA (garantie de revenu aux personnes âgées, soit 1083,28 euros par mois pour un isolé), d'autres bénéficient d'une pension très confortable. L'équité doit prévaloir : une personne qui bénéficie d'une pension importante a eu une carrière au cours de laquelle les revenus étaient élevés et donc diverses formes d'épargnes et d'économies accessibles. L'enrichissement a pu être progressif et continu tout au long de la vie. Le scénario sera inversé pour les personnes avec une petite pension. Or toutes les personnes vieillissantes auront besoin d'un minimum de services et donc de ressources incompressibles.</p>
<input checked="" type="checkbox"/>	<p>Pour le RWLP, <b>le RI (Revenu d'intégration) doit rester résiduaire</b> et ne peut en aucun cas devenir la norme. Toutefois, le RWLP demande avec insistance que <b>la manière d'y accéder et de le maintenir ne peuvent être hyper-conditionnés, et que le RI doit être « hors sanction »</b>. S'il doit atteindre au minimum le seuil de pauvreté, il doit aussi avoir pour ambition, combiné à un accompagnement adapté, de permettre aux personnes de sortir de la pauvreté.</p>
<input checked="" type="checkbox"/>	<p><b>Concrétisation de la suppression du statut cohabitant au plus vite</b>, en ce compris de la réorganisation des droits dérivés. Ce statut est appauvrissant, il permet les scandaleuses intrusions dans la vie privée par les CPAS, le Forem, l'Inami, les polices locales et les communes. Il tue les solidarités intrafamiliales et inter-amicales. Il agit négativement sur la nécessaire meilleure utilisation des grands logements.</p>

